



COMITE TECHNIQUE PARITAIRE DU 22 JUIN 2010

Premiers échos :
POUR QUI SONNE LE GLAS ?

CSP, SFACT ET GESTIONNAIRE SELON CHORUS

Au 1^{er} janvier 2011, les missions des services de la Dépense et du Budget & Logistique de la région Nord - Pas-de-CALAIS vont être éclatées en trois services aux saveurs industrielles sous l'égide du logiciel Chorus, à Lille.

C'est toute la gestion du Budget de l'État qui se trouve impactée par cette mise en place interministérielle (5 ministères pour commencer).

Un service facturier spécifique fort de 14 agents va donc se charger de faire entrer les factures (ainsi que leurs bénéficiaires) dans les fiches barreaudées de Chorus.

Service dépendant de celui de la Dépense, qui ne conservera que 5 agents.

Ils iront prendre place au 7^{ème} étage du site Kennedy (celle du Budget Logistique).

Le Centre de Services Partagés, quant à lui, gèrera la saisie des engagements juridiques et comptables des dépenses (réserve l'argent nécessaire) et suivra la certification du *service fait* afin de donner le feu vert au mandatement (le paiement des factures).

Le Service Gestionnaire devra rédiger ses ordres de service, et aller à la pêche au *service fait*. Moins de 10 agents devraient y demeurer.

Ces deux services-là prendront les locaux du Centre Régional des Pensions (au 4^{ème} étage).

« Malgré les dysfonctionnements... » cette organisation se mettra en branle pour le 1^{er} janvier 2011.

D'autant que les articles de presse, de la « Tribune » au « Monde », ne cessent de pointer du doigt le trou financier que représentent les 1,1 milliards investis (tous Ministères confondus), les retards de paiements de remboursements de frais de transports pour ceux qui sont déjà passés sous chorus (l'Education nationale)...

L'Union a fait annexer ces articles au PV du CTPD dont un de la Cour des Comptes qui alertait également sur les disfonctionnements de ce logiciel!

Excepté pour les agents des services originaux (volontaires pour être désignés -), des appels d'offre ont été lancés.

La spécialisation et la répétitivité des tâches, l'utilisation d'un logiciel lourd créé par une société privée pour des activités du privé, vont dans le sens de la Révision Générale des Politiques Publiques, celle d'une Fonction Publique réduite à sa plus triste expression.

Centre de Gestion des Retraites

Adieux les Pensions, Bonjour les Retraites.

Dans la même veine, on regroupera les périmètres d'activités d'Amiens et Châlons sur Lille (les agents perdant leur « emploi » sont assurés de rester à résidence).

Le nombre de comptes gérés sera presque doublé, passant à 321 668 pour 33,9 agents temps plein travaillé (17,70 à ce jour dans ce service).

8,5 postes TSM à temps plein seront transférés d'Amiens, et 7,7 pour Chalons.

Ce centre ira prendre la place laissée vacante par la Trésorerie du Grand Lille au 9^{ème} étage de la Cité Administrative.

Dans d'autres régions (Bordeaux et Nantes), ce sont des plateaux téléphoniques qui seront supposés répondre aux problèmes des ex-pensionnés de tout le territoire métropolitain, en plus de leur gestion.

SAGA VALENCIENNOISE (la suite)

La Trésorerie d'Onnaing était annoncée supprimée. Finalement, les locaux de celle de Valenciennes (Place du Hainaut) sont aussi abandonnés pour rejoindre ceux de l'ex-DSF de Valenciennes, rue Raoul Follereau.

Même si les agents devraient enfin à gagner en salubrité, c'est quand même des fermetures de sites que l'Union ne cautionne pas.

RETRAITES :

Les agents de la DRFiP, avec les contribuables dans leur sillon, subissent de manière incessante, où que ce soit, des restructurations toujours présentées comme des avancées *formidables*. Or, avec la dégradation de nos conditions de travail, la mise à mal de nos droits sociaux, sans oublier celle de nos pensions, ce sont les notions même de Services Publics qui sont visées.

Les grèves du 27 mai et du 24 juin dernier n'était pas qu'un coup de semonce, La mobilisation s'amplifie. Il faudra dès la rentrée, le 07 septembre démontrer que les agents, comme les employés du privé, ne sont pas dupes, qu'ils sont prêts à défendre leurs convictions :

**Oui, une fonction publique forte est possible
Oui, le système par répartition des retraites est
possible**